

COMMENTAIRES 2006 SUR LA GESTION EN FRANCE DE LA CRISE OUVERTE PAR TCHERNOBYL. Complément à l'article « Retour sur la gestion en France de la crise ouverte par Tchernobyl » publié dans la *Gazette Nucléaire* 207/208, juillet 2003, relatant mon témoignage au procès Pierre Pellerin contre Hélène Crié-Michèle Rivasi.

La gestion de la crise post-Tchernobyl par les autorités sanitaires françaises. Incompétence du SCPRI et désinformation.

C'est la minimisation initiale de l'événement qui va provoquer un effet boomerang dans les médias après le 10 mai symbolisé par le titre du Monde du 12 Mai « Le choc en retour de la désinformation ».

L'élévation de radioactivité détectée en Suède : au SCPRI on ne croit pas que l'origine soit due à un accident nucléaire dans une centrale soviétique

21h52, 28 avril 1986, la 1^{ère} dépêche AFP

« FRA / AFP-5B i i

URSS-Nucléaire

France : pas de radioactivité particulière mesurée.

PARIS, 28 avr (AFP) – Aucune radioactivité particulière n'avait été mesurée lundi soir au-dessus de la région parisienne par le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), a déclaré une source autorisée du service.

Souhaitant garder une certaine réserve de prudence face aux événements actuels, un représentant du service a toutefois indiqué lundi soir à l'AFP qu'une élévation de radioactivité, comme celle constatée sur la Scandinavie pouvait avoir des origines diverses et que la Baltique, lieu d'un accident nucléaire sur une centrale soviétique est tout de même éloignée de la Scandinavie, et le régime des vents défavorables.

Selon une autre source, le remplacement du combustible du cœur d'un réacteur nucléaire, ou un incident nucléaire sur une base militaire peut provoquer une élévation sensible de la radio-activité dans les régions voisines.

Enfin, des observateurs notent que le régime des vents dominant d'ouest en France rend l'arrivée de radioactivité en provenance des Pays de l'Est difficile au-dessus de ce pays.

pai/bio

AFP 282152 AVR 86 »

-21h54 deux minutes plus tard l'AFP annonce l'accident

« PARIS, 28 avr (AFP) – La centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, près de Kiev, où s'est produit un accident qui a fait des victimes, selon l'agence TASS, (...) »

29 avril 1986

Interview du Pr. Pierre Pellerin par Philippe Chrétien (France Inter) redonnée le samedi 22 mai 1999 au cours de l'émission *Grand Angle* de France Culture consacrée à Tchernobyl sous le titre *Parcours ukrainien..*

« -Pr. P. Pellerin : il n'y a pas du tout lieu de s'inquiéter, la radioactivité en Suède est passée par une pointe hier qui n'était pas elle-même inquiétante, au niveau que les Suédois qui sont chargés de mesurer ça, viennent de nous annoncer « c'est sans aucun danger pour la santé publique »

- Philippe Chrétien : Est-ce qu'on constate quelque chose au-dessus de la France ?

- Pr. P. Pellerin : Non parce que les vents ne vont pas dans cette direction là, les vents tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre actuellement, autour d'une dépression qui est centrée sur l'Europe et il est probable que ça n'atteindra, que les vents n'atteindront la France que dans quelques heures ou plutôt quelques jours, et compte tenu du fait que c'est une radioactivité qui a été libérée au niveau du sol, au ras du sol, c'est-à-dire 50 mètres peut-être, il n'est pas impossible qu'il ne subsiste pas grand-chose ou presque rien quand ça arrivera à nous par l'ouest.

(...) »

Dans cet entretien deux **erreurs graves** qui minimisent l'accident :

-Ainsi pour le Pr. Pellerin les rejets de Tchernobyl ont été libérés au ras du sol alors que suite à l'explosion du réacteur et au graphite en feu ils sont montés à plus de 2000 m d'altitude.

Il n'imaginait pas qu'il puisse y avoir eu explosion du réacteur ?

-Il s'attendait à la venue du nuage par l'ouest. En fait le nuage est venu par 2 voies, le sud-est et l'est. En effet c'est le **29 avril** que le CEA a détecté la radioactivité venant de Tchernobyl, dans les centres CEA de Marcoule (sud-est de la France) et Verdun (Est de la France) en particulier par la détection d'iode 131 normalement absent dans l'atmosphère.

Le Pr. Pellerin ne savait pas que les vents peuvent tourner ?

Ce même 29 avril le Pr. Pellerin minimise déjà les conséquences possibles de l'accident.

« (...) en ce qui concerne les populations il y a certes un problème d'hygiène publique, mais pas de réel danger et certainement pas plus loin que 10 à 20 km au nord de la centrale ».

(...) Autre comparaison possible : il s'agit d'une fuite au moins équivalente à celle du réacteur U. K. de Windscale [en 1957] dont la seule conséquence avait été la consommation différée de lait. Ceci montre bien que les populations, localement, ne courent aucun risque ». (En oubliant que 2 à 3000 tonnes de lait contaminé en iode 131 ont été jetés à la mer, en oubliant la présence de polonium 110 dans les rejets, parce que Windscale était un petit réacteur 60 MWe produisant à la fois du plutonium et de l'électricité surtout la puissance du réacteur de Tchernobyl n'est pas 60 MWe mais 1000 MWe). Le Pr. Pellerin doit pourtant savoir que les rejets de Windscale ont duré moins de 24 heures alors qu'au 29 avril 1986 à Tchernobyl on ignore ce qui va se passer, l'accident nucléaire n'est pas maîtrisé. Les rejets massifs dureront 10 jours (il y aura des rejets de moindre importance durant tout le mois de mai d'après la Pravda du 20 mars 1989). Les habitants localement ne courent aucun risque ? En plus de l'évacuation des 45000 habitants de Pripyat en 2 heures, le 27 avril à 14 h, 36 heures après l'explosion du réacteur il y aura encore une zone « fermée » et évacuation en tout de 135 000 habitants dont des villages biélorusses situés à 50 km du réacteur.

Alors pour nous, à 2000 km pas de problème :

« Le 29 avril le SCPRI renforce à cette occasion les analyses quotidiennes (air, eau, lait...) sur ses 130 stations. A ce jour aucune radioactivité anormale n'a été vue dans notre pays en France en tout cas, compte tenu de la distance et de la décroissance dans le temps si l'on détecte quelque chose il ne s'agit que d'un problème purement scientifique (...)».

Le système de surveillance mis en place par le Pr. Pellerin ne permettait pas de suivi en temps réel.

Quand la France a-t-elle été touchée par la radioactivité ? Le 29 avril pour le CEA, le 30 avril à minuit pour le SCPRI

Comme indiqué précédemment d'après le CEA les premières augmentations de radioactivité imputables à cet accident ont été décelées dès le 29 avril dans le sud-est et l'est de la France à Marcoule et Verdun (Laylavoix et al, IPSN, rapport 86/03 SEAPS, 27 juin 1986 et les rapports suivants de l'IPSN) (voir l'évolution de la concentration atmosphérique à Verdun, Marcoule.) Il est rappelé que le « bruit de fond » pour les radionucléides décelés iode 131 et 132, tellure 132 etc. est nul en temps normal, sauf pour le césium 137 dont la concentration en certains points du territoire peut atteindre 10^{-6} Bq/m³.

Le télex SCPRI du **30 avril à 16h** « toujours aucune élévation significative de la radioactivité sur l'ensemble du territoire ».

Le témoignage de Serge Berg, responsable de l'AFP et interlocuteur unique de P. Pellerin lors de la crise de Tchernobyl nous renseigne sur la façon dont la station SCPRI de Nice a été avertie dans son interview réalisée par Colombe Schneck diffusée dans l'émission d'« Arrêt sur image » du 11 avril 1999 intitulée *Nucléaire, un si long silence*.

La commentatrice : « Le 30 avril, le communiqué de 16 heures du Pr. Pellerin à l'agence France Presse est laconique « Aucune élévation significative de la radioactivité ». Serge Berg, journaliste à l'AFP est le seul lien entre le Pr. Pellerin et la presse ».

Serge Berg « Ce jour-là est effectivement le jour clé qui fera dire que Pellerin a caché la vérité, qu'il n'a pas dit la vérité etc. Or qu'est-ce qui s'est passé le 30 avril ? Il y a un événement majeur c'est que le bureau de Nice m'avertit vers 17h, quelque chose de ce genre, 17h30, "on vient d'avoir un coup de téléphone de notre correspondant à Monaco qui nous annonce qu'il y a un communiqué qui va sortir, il y a un chercheur qui a prélevé une certaine radioactivité dans la région et on dit dans une heure je vais passer le communiqué". OK, parfait, j'attends, je ne bouge pas et entre temps je téléphone au Pr. Pellerin en disant, voilà ce que je viens d'apprendre, on va donc avoir le communiqué. Vérifiez si vraiment vous n'avez rien noté.

- Ah mais éventuellement, écoutez, il y a quelque lessivage là-bas au large des côtes, c'est un lessivage par les pluies.

- Oui mais vous vous rendez compte, ce serait quand même embêtant parce qu'on a passé à 16 h ça. Moi je vais passer à 19 h, je ne sais pas à quelle heure le nuage a atteint enfin la bas. Le nuage a atteint, c'est pas Pellerin qui l'annonce, c'est Monaco un chercheur étranger.

- Oui, écoutez je vais voir »

La commentatrice : « il faudra attendre minuit pour que le Pr. Pellerin communique de façon tout aussi lapidaire l'information "Situation dans l'ensemble stationnaire. On note cependant sur certaines stations du sud-est une légère hausse de radioactivité non significative pour la santé publique". Les quotidiens ne paraissant pas le 1^{er} mai, l'information est publiée le 2 et passe inaperçue. Mais pourquoi ce délai de 6 heures ? Le Pr. Pellerin a refusé de répondre à nos questions. »

Serge Berg : « Pellerin, c'est vrai il ne communiquait pas ses informations, mais parce qu'il estimait qu'elles étaient dans les normes, donc comme un TGV arrive à l'heure, on ne déclenche pas l'alerte sur l'AFP ».

La commentatrice « Le jour suivant le Pr. Pellerin mentionne le passage du nuage radioactif, le 2 mai élévation de la radioactivité sur le territoire, mais là encore il insiste sur l'absence de conséquences sur la santé publique. »

Serge Berg : « La volonté à l'époque était en effet plutôt de rassurer. C'est vrai. C'est exact on a cherché plutôt à rassurer. Je ne crois pas que ça a été pour cacher la vérité. Je crois que c'était le premier accident dans une centrale nucléaire. C'était en effet de la part des responsables français une sorte d'espoir qu'il n'y ait pas de victimes, et notamment qu'il n'y en ait pas en France.

L'impact du visuel, la France miraculée par l'anticyclone des Açores. Le nuage arrêté aux frontières, c'est la vision donnée par les cartes publiées le 2 mai 1986 et qui viennent du SCPRI ! Le Pr. Pellerin s'est piégé tout seul.

Le 29 avril le Pr. Pellerin indique qu'il n'y a rien au-dessus de la France, les vents ne sont pas dirigés vers nous, ils « *tournent dans le sens inverse des aiguilles d'une montre autour d'une dépression centrée sur l'Europe* » (interview de France-Inter).

Pour l'opinion publique, ce qui est fondateur de la croyance absolue selon laquelle le Pr. Pellerin aurait dit que le nuage s'est arrêté aux frontières, c'est la diffusion visuelle (télévision et presse) des cartes de l'évolution météo du 29 avril au 1^{er} mai avec le déplacement de l'anticyclone des Açores et la position du nuage radioactif en Europe. Ainsi, le 30 avril la télévision (Antenne 2) en présentant le régime des vents en France avec leur rotation contraire à celle des vents en Allemagne met un signe « **stop** » sur notre frontière. Voilà qui est net.

Mais ce sont les cartes publiées par *Libération* le vendredi 2 mai qui sont spectaculaires : sur la carte du 29 avril on voit en gris le nuage arrivant sur nous par l'est de l'Europe, qui stationne à nos frontières en arc de cercle parfait, nuage qui, sur la carte du 1^{er} mai est repoussé par une grosse flèche noire en sens inverse venant de l'ouest figurant le déplacement de l'anticyclone. Il y a bien une traînée sur la Corse et légère sur le sud-est le 1^{er} mai mais tout suggère qu'il n'y a rien eu sur le reste de la France entre le 29 avril et le 1^{er} mai et que le nuage est dès lors repoussé vers l'est.

Ces cartes sont mensongères, le 29 avril il y a déjà sur la France de la radioactivité venant de Tchernobyl (d'après le CEA) et la France aurait dû être en gris le 1^{er} mai d'après les informations du SCPRI même. Aucune indication n'a été fournie sur l'origine de ces cartes ni sur les mesures d'activité ayant permis d'établir les limites du nuage radioactif.

Même si le SCPRI n'admettait pas les données du CEA du 29 avril, il a lui-même indiqué le **30 avril à minuit** une légère augmentation de la radioactivité dans le sud-est, non significative pour la santé publique. Et le 1^{er} mai à minuit « *tendance pour l'ensemble des stations du territoire à un alignement de la radioactivité atmosphérique sur le niveau relevé le 30 avril sur le sud-est (...) sans aucune incidence sur l'hygiène publique* ».

Ainsi dans *Libération* du vendredi 2 mai on peut lire à la page 4, première colonne, « *la France doit une fière chandelle à l'anticyclone des Açores* » et plus loin « *Pierre Pellerin a annoncé hier que l'augmentation de la radioactivité était enregistrée sur l'ensemble du territoire, sans aucun danger pour la santé. Un avion d'Air France a relevé des traces radioactives à 20 km au nord de Montélimar hier à 13h15. Mais "la légère hausse de la radioactivité décelée dans le sud-est n'est pas significative". Pas de panique donc* ».

J'ai relu le *Libération* du vendredi 2 mai : les cartes agressent l'œil avec ce grisé mortifère en arc de cercle, hors de chez nous, alors que j'ai eu du mal à trouver les textes que j'ai cités plus haut.

Or ces cartes ont bel et bien été avalisées par le SCPRI puisque ces cartes seront redonnées sous sigle SCPRI dans un communiqué du 2 juin sous le titre : « **EVOLUTION METEOROLOGIQUE DU 29 AVRIL AU 5 MAI 1986** ». (Voir les cartes de *Libération* du 2 mai 1986 et du SCPRI du 2 juin)

Question : pourquoi le SCPRI a-t-il fourni des cartes mensongères qui ont amoindri, voire annulé, l'impact des textes donnés en même temps indiquant que oui, il y avait de la radioactivité sur la France le 1^{er} mai ? Pourquoi les redonner le 2 juin avec un texte sur l'évolution météorologique du 29 avril au 5 mai avec l'évolution de la contamination sur la France qui les contredit ?

Le système de surveillance mis en place par le Pr. Pellerin ne permettait pas de suivi en temps réel.

Lors de mon témoignage au cours du procès le 3 novembre 1999 de Pierre Pellerin contre Michèle Rivasi et Hélène Crie accusées de diffamation [1], le Pr. Pellerin a réagi violemment deux fois :
-la première lorsque j'ai dit que le CEA avait détecté la radioactivité dès le 29 avril, et comme je présentais les courbes de concentration atmosphérique à la présidente du jury il s'est précipité vers la table ainsi que son avocat et, au vu des relevés des centres CEA de Marcoule et Verdun où l'activité atmosphérique comprend en particulier des radioéléments absents normalement tels que iode 131, 132, tellure 132, etc. dont l'évolution est suivie par spectrométrie dès le 29 avril, il s'est écrié « *ils se sont trompés* ». (Voir les figures de Marcoule et Verdun). Il ne se fie qu'à ses propres stations ? [Pourtant le rapport de l'Institut de Protection et sûreté Nucléaire IPSN 2/86 (révision 3), précise « *Tout au long du déroulement de l'accident, nous avons échangé les résultats des mesures pratiquées au CEA avec Monsieur le Professeur Pellerin, Directeur du SCPRI qui nous a fourni les données permettant de valider nos modèles et nous tenons à l'en remercier* »].

-La deuxième fois, lorsque après avoir indiqué que selon le Pr. Pellerin les synthèses qu'il a fournies dans un premier temps ne contenaient pas de données chiffrées car il a préféré donner des conclusions pratiques indiquant que la situation ne nécessitait pas de protection particulière, il a ainsi laissé croire qu'il disposait d'informations en temps réel.

Et là se passe un accrochage avec le Pr. Pellerin lorsque je dis : En effet les bulletins mensuels du SCPRI indiquent explicitement qu'en ce qui concerne le système qu'il a mis en place de surveillance quotidienne du territoire par la mesure de l'activité bêta totale des poussières atmosphériques au niveau du sol où « **les mesures sont effectuées 5 jours après la fin des prélèvements** » ce qui ne permettait pas de suivre l'évolution de la radioactivité en temps réel. A l'exception du Vésinet toutes les stations SCPRI étaient des stations de prélèvement. Qui dit prélèvement dit analyse après, mais analyses faites au Vésinet, d'où le délai. En ne révélant pas ce détail –qu'il connaissait bien puisque c'est lui qui avait conçu l'ensemble de ce système le Pr. Pellerin a menti.

Le Pr. Pellerin réagit violemment en indiquant qu'existent 17 stations de mesure en temps réel dans des aéroports équipés d'appareils de mesure avec des filtres déroulants qui permettent de mesurer l'activité bêta totale, que si ça dépassait une certaine valeur un bout de filtre était découpé pour être analysé. [Là j'ai été surprise car je n'ai pas repéré ces stations dans les bulletins SCPRI]

– Mais ces filtres sont analysés où ? au Vésinet ?

Il a admis, du bout des lèvres, mais il l'a admis, qu'il y avait le délai d'acheminement au Vésinet pour faire la mesure.

Depuis, j'ai appris qu'il y avait collaboration avec la météorologie nationale, qu'il n'y en avait pas 17 de ces stations mais beaucoup moins, que s'il n'y avait pas eu Tchernobyl il était question de les supprimer et qu'au moment de Tchernobyl un certain nombre étaient en panne. D'après les bulletins SCPRI il y a 11 sites en collaboration avec la météorologie nationale donc au maximum 11 sites possibles mais lesquels ont des appareils à filtres déroulants et qui marchent ?

Dans l'article du Pr. Galle [3] il y a effectivement des appareils à filtres déroulants qui sont cités mais dans **5 sites** seulement. En plus du Vésinet 4 sites dans des stations météorologiques d'aéroports, Nice, Cherbourg, Tours, Lille. D'après P. Galle c'est l'aéroport de Nice qui téléphone au Vésinet à 18 h le 30 avril pour signaler l'élévation de radioactivité. Apparemment quand le Pr. Galle indique que 1 h après Monaco, Nice signale l'augmentation de l'activité atmosphérique **il ignore la façon dont Serge Berg a informé le Pr. Pellerin...**

Le Pr. Galle ignore également les mesures faites par le CEA qui a détecté la radioactivité le 29 avril.

Question : est-ce que ces 5 sites sont suffisants pour couvrir toute la France !

Un témoignage d'un agent du SCPRI recueilli par Jean-Philippe Desbordes [4] à propos de ces appareils de prélèvement (dont 5 seulement étaient en état de marche, mais outre Le Vésinet ce sont ceux de Lille, Tours, Bourges et Nice) :

« (...) A noter que le 1^{er} mai 1986 à 15 heures nous n'avions aucune mesure objective de l'événement [de Tchernobyl]. J'ai téléphoné au chef de station de Nice de glisser dans la poche d'un steward d'Air Inter le prélèvement du 30 avril au 1^{er} mai. Le filtre a été récupéré

directement en cabine à l'arrivée de l'avion à Orly. A 18 heures nous avons constaté la présence notamment d'iode 131 et de césium 137.

L'accident avait montré la nécessité de revoir le réseau de détection (...). [souligné par moi]

-Lorsque les mesures du **mois d'avril 1986** de la contamination atmosphérique des poussières effectuées 5 jours après le prélèvement (ce délai tient compte de la décroissance de la teneur en descendants solides radioactifs du radon toujours présent dans l'atmosphère et du délai d'acheminement des prélèvements au Vésinet) seront données dans le bulletin SCPRI d'avril 1986 paru beaucoup plus tard, R. Belbéoch constate que fin avril l'activité atmosphérique de certains sites avait été multipliée par un facteur 100 à 1000 par rapport à l'activité maximale quotidienne relevée entre le 1^{er} et le 22 avril. C'est le cas de 17 stations dont l'activité est supérieure à 0,1 Bq/m³ (le seuil de mesure est 0,001 Bq/m³), non seulement Nice, mais Cadarache, 7 sites de la vallée du Rhône entre Montfaucon et Cruas, puis St Alban, Le Bugey, Creys-Malville, Prévessin (près du lac de Genève), Méaudre (près de Grenoble), Lodève, Bellenaves (au nord de Clermont-Ferrand), Fessenheim en Alsace. Non seulement l'est et le sud-est sont concernés mais il y a aussi l'Hérault et le département de la Loire. (Voir la carte de contamination atmosphérique). Deux sites ont une activité bêta totale dépassant 4 Bq/m³, Nice et Prévessin.

Lorsque au cours du procès j'ai parlé de cette contamination étendue, non limitée à la zone de Nice, la présidente a voulu me faire préciser s'il s'agissait du 29 ou du 30 avril. Le bulletin SCPRI d'avril ne permet pas de le savoir mais c'est vraisemblablement le 30 avril ? puisque l'activité sera encore augmentée le 1^{er} mai comme l'indiquera le bulletin du mois de mai publié en août 1986.

On peut se poser une autre question : sur quelle base de données réelles ont été élaborées les cartes de l'évolution de la radioactivité de l'air du 30 avril au 5 mai 1986 montrées à la télévision le 10 mai 1986 ? (Rappelons que c'est cette émission avec le Pr. Pellerin et Monique Sené, Présidente du GSIEN, qui a fait basculer l'opinion et les médias).

La carte du 30 avril montre une petite bande bordant la frontière italienne avec une activité de l'air entre 0,4 et 8 Bq/m³. Or si cette bande contient Nice (4 Bq/m³) et Prévessin (4,8 Bq/m³) elle ignore 4 sites nucléaires de la vallée du Rhône à plus de 0,4 Bq/m³ (et Fessenheim, Bellenaves dépassent 0,3 Bq/m³).

Absence de réseau de mesures des débits de doses. Aucune mesure de débit de dose venant de France lors de la réunion de l'OMS à Copenhague (rapport du 6 mai 1986, CHERNOBYL REACTOR ACCIDENT. REPORT OF A CONSULTATION.

PROVISIONAL).

Deux experts français assistent à cette réunion de l'OMS, le Dr. Nénot du CEA et le Pr. Chanteur, du SCPRI représentant le Pr. Pellerin.

Sur la carte des débits de dose relevés en Europe dès le début de la crise on trouve pour la France le mot « low » (faible). Aucune donnée numérique alors que les autres pays indiquent une fourchette de valeurs de l'élévation du débit de dose en microrads par heure par rapport au rayonnement naturel.

Par exemple le Royaume-Uni donne une fourchette d'élévation 1 – 50, la Hongrie 24 – 43 etc.

Le rapport OMS indique (p.22) « Quelques pays ont indiqué qu'aucune contamination n'a été trouvée ou seulement insignifiante, e.g. Islande, France, Portugal et Espagne – pays où aucune contamination significative ne serait attendue sur la base des informations météorologiques ».

A signaler qu'une seule valeur sera connue du public le 2 mai et redonnée le 4 mai : « 60 microrad/heure enregistrée dans le sud-est alors que le débit de dose moyen en France est de 15 microrads ».

Admirons la précision : « le sud-est » et soulignons l'absurdité de la comparaison avec le débit de dose moyen en France. Ce qui est important c'est la variation en un même lieu, avec le département faute de mieux. S'il s'agit de Nice, le débit de dose en temps normal n'est pas de 15 microrad/h mais de 8,3 pour le département des Alpes Maritimes, une élévation de plus de 50 microrad/h.

Le Pr. Pellerin n'avait pas institué de réseau de mesures de débits de dose pour surveiller la radioactivité du territoire. C'est une preuve d'incompétence.

LE MINIMUM, POUR SURVEILLER LA RADIOACTIVITÉ DU TERRITOIRE, C'EST D'AVOIR DES MESURES EN CONTINU DES DÉBITS DE DOSE ET EN NOMBRE SUFFISANT. C'EST BIEN POUR PALLIER CETTE CARENCE QUE LE SYSTEME TÉLÉRAY A ÉTÉ INSTALLÉ DEPUIS.

Le SCPRI ignore l'existence de la Corse. Incompétence et rétention d'information

Alors que la radioactivité a atteint la Corse dès le 29 avril pour le CEA et sûrement le 1^{er} mai d'après les cartes SCPRI il n'y aura aucune donnée sur la Corse dans le bulletin SCPRI du mois de mai 1986. Ni analyses sur les avions reliant la Corse et le continent, ni mesures de lait, rien. Pas de valeur pour le lait en Corse sur la carte des laits du 7 mai

J'ai demandé publiquement, au nom du GSIEN, la démission du Pr. Pellerin le 15 mai 1987 à Créteil* :

« Dans un bulletin en date du 2 juin 1986, le Pr. Pellerin a publié 2 cartes relatives à « l'évolution météorologique du 29 avril au 5 mai 1986 ». Sur la carte du 1^{er} mai 1986 la queue du nuage radioactif a dépassé la Corse qui a donc été sous le nuage fin avril-début mai. De deux choses l'une: ou le Pr. Pellerin avait connaissance de l'évolution météorologique dès le 1^{er} mai et n'a pas jugé utile de prendre des mesures sanitaires analogues à celles des pays voisins en particulier l'Italie, ni de mettre en place un système de surveillance en Corse, ou le Pr. Pellerin n'avait pas connaissance au 1^{er} mai de cette évolution. **Dans les deux cas il y a incompétence.**

Bien que la radioactivité ait été détectée en Corse à Ajaccio avant le 1^{er} mai, les premières mesures de contamination relatives au lait en Corse, rapportées dans les Tableaux mensuels de mesures de juin du spécial Tchernobyl 1^{ère} partie publié plus tard, ont été effectuées le 12 mai 1986 sur du lait de brebis et donnaient 4400 Bq/litre en iode 131, 160 Bq/l en césium 134 et 410 en Cs137. Ces mesures ont été faites en « Haute Corse » sans autre précision. D'après une lettre adressée par M. Cogné, Directeur de l'Institut de Protection et Sécurité Nucléaire le 8/12/86 au Dr Denis Fauconnier à Costa, Corse, la concentration initiale début mai en iode 131 aurait été de 15 000 Bq/l. Rappelons que les Recommandations de la Commission des Communautés européennes aux états membres étaient pour le lait et les produits laitiers respectivement de 500 Bq/l, 250 et 125 Bq/l les 6 mai, 16 mai et 26 mai. Dans son communiqué du 5 mai 1986 le Pr Pellerin fixait sa limite en iode 131 « pour différer la distribution de lait frais à 100 000 picocuries /litre » soit 3700 Bq/l. Cette limite a largement été dépassée en Corse. Aucune consigne n'a été donnée aux femmes enceintes et aux jeunes enfants de ne pas boire de lait frais, ne pas manger de fromage frais. En Corse le mois de mai est la période de l'année où se prépare le fromage frais. En un seul jour un enfant corse a pu ingérer la moitié de la limite d'incorporation d'iode 131 d'un adulte et près de cinq fois la limite admissible pour les enfants de 1 an en République Fédérale Allemande et en Grande-Bretagne.

Après les résultats des 12 et 13 mai montrant une contamination très élevée du lait, aucun suivi particulier n'a été effectué en Corse.

Signalons que les Corses n'ont appris qu'au mois de septembre que leurs enfants avaient bu du lait très contaminé.

Les niveaux de contamination en iode 131 des laits au 7 mai, donnés à la télévision le 10 mai par le Pr.Pellerin. Des lacunes et/ou des mensonges ?

-Le délai entre la date de prélèvement et la mesure n'est pas précisé.

-Des valeurs ont été données pour les laits de vache de toutes les régions (sauf la Corse). Il y avait une valeur pour la région PACA. Or, sur le bulletin de mai-juin du SCPRI publié plus tard où figurent les résultats pour la 1^{ère} semaine de mai, la région PACA et la Corse se distinguent de toutes les autres régions françaises par l'indication : **prélèvements non parvenus** ! D'après le SCPRI c'est le sud-est, et la Corse d'après les cartes météo, qui ont été touchés en premier et il n'y a pas eu de résultats d'analyse ! A quoi correspondait donc la valeur indiquée sur la carte présentée à la télé le 10 mai pour la région PACA ? Cette contradiction est pour le moins étonnante.

-Les chiffres donnés le 10 mai correspondaient à 110 laits de coopérative pour toute la France. Chaque lait de coopérative correspond à un mélange de laits. Pour chaque région un seul chiffre, la contamination moyenne en iode 131. Moyennés sur combien de laits de coopératives avec quels niveaux de contamination chacun ? On ignorera à quelle proportion de la consommation par région correspondent ces laits. Dans une même région il peut y avoir des zones touchées par la radioactivité et des zones épargnées. Pour les consommateurs de lait, qu'ils boivent du lait de coopérative ou du lait local, la moyenne n'a strictement aucun intérêt, ce qui compte c'est le lait qu'ils boivent, eux.

-Dans ce même bulletin de mai-juin déjà cité, outre une valeur moyenne de contamination du lait par région pour la 1^{ère} semaine de mai (et différente de celle donnée le 10 mai) figure cette fois une valeur maximum de contamination en iode 131. Pour la région Rhône-Alpes elle est de 630 Bq/l et aurait dû être interdite à la consommation si on avait appliqué en France les normes européennes.

-C'est la valeur de 360 Bq/l au 7 mai 1986 figurant sur cette 1^{ère} carte présentée à la télé le 10 mai qui sera communiquée à la Commission des Communautés Européennes comme représentant le maximum relevé en France. Ceci est manifestement faux d'après des analyses de laits de vache provenant des Vosges, Ardennes, Haute-Saône, Moselle, du site nucléaire du Bugey figurant sur les bulletins de mai et juin du SCPRI publiés ultérieurement et encore plus faux si l'on considère des laits de brebis de l'Hérault (1700 Bq/l au 9 mai) et de Haute Corse (4400Bq/l au 12 mai). Or, le Pr. Pellerin et le Pr. Chanteur, son collaborateur, font partie du groupe d'experts au titre de l'article 31 du traité Euratom, et ce groupe a été chargé par la Commission des Communautés européennes d'étudier les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Les renseignements qu'ils ont fournis sont mensongers.

-Dans le 1^{er} bilan de synthèse publié le 8 mai le SCPRI indiquait comme contamination en iode 131 du lait une valeur de 12 picocuries par litre soit 440 Becquerels par litre relevée le 5 mai. Dans un ouvrage de vulgarisation *Radiobiologie, Radioprotection* de la Collection *Que sais-je ?* tant prisé des lycéens et étudiants le Pr. Maurice Tubiana et le Dr Michel Bertin affirmeront que la contamination maximale du lait en France après Tchernobyl a été de 400 Bq/l. On est loin des 4400 Bq/l au 12 mai en Haute-Corse correspondant à combien de becquerels début mai ?

Enfin, que veut dire pour le Pr. Pellerin l'expression « problème significatif pour la santé » ou « problème significatif pour l'hygiène publique » ? Le rapport de l'OMS du 6 mai 1986.

Il le précise le 2 mai puis le 4 mai dans un communiqué SCPRI à diffuser auprès des autorités sanitaires, des médecins, des pharmaciens et du public :

« L'élévation relative de la radioactivité relevée sur le territoire français à la suite de cet accident est très largement inférieure aux limites recommandées par la CIPR et aux limites réglementaires françaises, elles-mêmes fixées avec des marges de sécurité considérables. Il faudrait imaginer des élévations dix mille ou cent mille fois plus importantes pour que commencent à se poser des problèmes significatifs d'hygiène publique ».

Remarquons qu'à cette date on ignore pendant combien de temps vont durer les rejets du réacteur accidenté.

Les seuls chiffres fournis par le SCPRI au 4 mai sont une valeur de contamination atmosphérique en iode 131 et un débit de dose **maximum** de 60 microrad par heure. **100 000 fois ce débit de dose ?** Un séjour d'une vingtaine d'heures à un tel débit de dose et qui ne semble pas effrayer le Pr. Pellerin est bien au-delà de ce qui est considéré comme acceptable en radioprotection car on entre alors dans le domaine des effets biologiques des fortes doses de rayonnement (appelés effets déterministes) dont la gravité dépend des doses reçues avec des effets aigus (vomissements, maladie des rayons, brûlures, cataracte etc.) C'est plus élevé que le débit de dose relevé dans les rues de Pripyat lorsque les autorités soviétiques ont décidé l'évacuation des habitants car ils craignaient que si on les laissait sur place ils ne subissent des doses de rayonnement pouvant déclencher des effets aigus. Or, et l'OMS dans le compte-rendu du 6 mai 1986 de sa réunion d'experts tenue à Copenhague le précise à la page 25, les effets déterministes sont exclus en dehors de l'URSS :

« En dehors d'URSS les effets biologiques à considérer sont de nature stochastique [non déterministes] pour lesquels on suppose qu'il n'y a pas de seuil de dose, tels que les cancers et les effets génétiques. Dans une approche de précaution les retards mentaux des fœtus irradiés sont aussi considérés comme basés sur une hypothèse sans seuil.

Puis les principes de base de la radioprotection sont rappelés. Selon l'OMS [et la Commission Internationale de Protection Radiologique, CIPR] il s'agit d'éviter autant que possible les effets biologiques de faibles doses de rayonnement, « la probabilité d'apparition de ces effets stochastiques pour un individu donné est considérée comme étant proportionnelle à la dose cumulée due à l'accident aussi faible soit-elle ». Les mesures doivent être justifiées (ne pas créer un risque supérieur au risque évité), optimisées : prendre des mesures « afin de réduire les doses d'exposition aussi bas qu'il est raisonnablement possible par des contre-mesures dont on espère qu'elles se traduiront par un bénéfice pour les personnes exposées ». Ceci veut dire que de très simples précautions pourraient être conseillées même si la dose évitée est faible.

Il y a une **interprétation mensongère du rapport de l'OMS du 6 mai 1986** lorsque le Pr. Pellerin indique le 10 mai, lorsqu'il commente la carte de la radioactivité des laits français au 7 mai, « (...) il y a lieu de souligner que l'organisation mondiale de la santé et l'OCDE ont officiellement confirmé qu'il n'y avait à prendre aucune contre-mesure en Europe ». Je ne connais pas le rapport de l'OCDE par contre celui de l'OMS rappelle dans ses conclusions p. 34 :

« Toutes les mesures nécessaires de contrôle effectuées loin du lieu de l'accident visent à diminuer les doses d'irradiation autant que raisonnablement possible ». L'OMS fait ensuite la distinction entre laits provenant de mélanges et laits à consommation locale en ajoutant : « D'un autre côté, de fortes

pluies ayant coïncidé avec le passage du nuage radioactif ont occasionné localement des dépôts élevés d'iode 131 et il peut donc se retrouver des concentrations élevées en iode 131 dans le lait brut de certaines fermes. **Des restrictions de consommation immédiate de tels laits peuvent encore être justifiées sur la base de niveaux d'action au plan national comme le niveau des 2000 Bq/l adopté dans certains pays comme guide au-dessus duquel des restrictions doivent être considérées.** »

(Et dire que des enfants corses ont continué à boire du lait de brebis contaminé à 4400 Bq/l au 12 mai et qui devait faire 15000 Bq/l début mai d'après M. Cogné directeur de l'IPSN !)

Et le rapport poursuit : **« Des actions simples telles que laver les légumes frais, ne pas utiliser l'eau de pluie comme eau de boisson** sont des actions qui sont toujours à conseiller afin d'éviter des expositions inutiles ».**

Le Pr. Pellerin avait délégué un de ses collaborateurs à Copenhague, le Pr. Chanteur. On peut vraiment se demander comment il interprète les textes.

Le Pr. Pellerin n'a pas bronché lorsque j'ai cité les extraits du rapport OMS.

En réalité le fond du problème est que le Pr. Pellerin, responsable de la radioprotection en France, n'intègre pas dans ses concepts de radioprotection l'existence des effets stochastiques, cancers, effets génétiques liés aux faibles doses d'irradiation, (effets dont tient compte l'OMS) et donc n'applique pas les recommandations de protection du public qui en découlent.

Notes

[1] La Gazette Nucléaire 207/208, juillet 2003

[2] Michèle Rivasi et Hélène Crié « Ce nucléaire qu'on nous cache » Ed. Albin Michel

En particulier le Chapitre « Le nuage refuse d'aller en France ».

[3] Pierre Galle, Raymond Paulin, Jean Coursaget « Données météorologiques et évaluation des risques en France lors de l'accident de Tchernobyl (26 avril 1986). Mise au point historique.

C.R. Biologies 326 (2003) 699-715

[4] Jean-Philippe Desbordes, Atomic Park . A la recherche des victimes du nucléaire, Ed. Actes Sud, 2006

*C'est le même Pr. Galle qui m'avait autorisée à faire une intervention lors du Colloque de la société de française de radioprotection et la société française de biophysique (Créteil 15 mai 1987) et j'ai demandé, au nom du GSIEN, la démission de P. Pellerin pour son incapacité à gérer la crise et qu'une commission d'enquête établisse les responsabilités des organismes sanitaires et administratifs dans la déplorable gestion de la crise et ce, à tous les niveaux, depuis le Ministre de la santé jusqu'aux autorités sanitaires et préfectorales locales. (J'avais prévenu que je ne serai pas « gentille »...) Apparemment je ne l'ai pas convaincu, ni la salle qui m'a huée mais le Dr Bertin du comité médical à EDF qui présidait la séance m'a laissé finir mon exposé.

**L'eau de pluie était contaminée en bêta total à 920 Bq/l à Vioménil (Vosges) entre le 1^{er} et 11 mai, 2100 Bq/l à Méaudre (près de Grenoble) 1100 Bq/l (dont 1000 Bq/l en iode 131) à Bellenaves (Loire), 4000 Bq/l (en iode 131) à Cadarache entre le 1^{er} et 7 mai, en bêta total 14000 à Cruas entre le 1^{er} et le 2 mai puis 2200 entre le 3 et le 4 mai puis 910 Bq/l entre le 5 et le 7 mai, 1100 Bq/l à Codolet (Marcoule) du 1^{er} au 4 mai, 1200 Bq/l à Fessenheim entre le 1^{er} et 6 mai. Aucune consigne n'a été donnée de ne pas consommer l'eau de pluie. Tant pis pour ceux qui ont des citernes.

Extraits AFP

Paris 2 mai FRA / AFP – RMO3

URSS-Nucléaire-médecine

Après l'accident de Tchernobyl :

-aucune raison de mettre en œuvre des mesures sanitaires spéciales en France, selon le Pr.

Pellerin

-Inutile de prendre des pastilles d'iode.

Paris 10 mai (AFP) 21 h07

Le Pr. Pellerin indique que « l'on peut distinguer en gros 3 bandes parallèles Nord-Sud : la première à l'ouest avec relativement les activités (NDLR le taux de radioactivité) les plus faibles, la deuxième centrale avec des activités en général moyennes et la troisième à l'est avec des activités relativement plus élevées ».

Le directeur du SCPRI souligne « la plus élevée de ces activités n'est que de 360 becquerels par litre, donc encore six fois inférieure au niveau de suspension de la distribution arbitrairement préconisée par certains pays de l'Est » . Il ajoute que selon l'OMS et l'OCDE, « il n'y avait à prendre aucune contre-mesure en Europe ».(...)